

Les forces sociales sont le moteur de l'insécurité financière

Seeraj Mohamed

La fréquence des crises financières a augmenté et nous nous inquiétons de savoir pour quand est la prochaine. La libéralisation des flux de capitaux transfrontières a accru la possibilité non seulement que les crises qui se produisent ailleurs aient un effet de contagion, mais que le laxisme financier qui règne dans un pays s'exporte aisément vers un autre. Les responsables des politiques économiques ont le devoir de protéger leur pays de la contagion, de la volatilité financière mondiale et de l'adoption au niveau national de pratiques financières laxistes, ce qu'ils peuvent faire en affirmant le pouvoir souverain dont jouit chaque pays pour établir la politique de son choix. Le mouvement syndical mondial peut jouer un rôle important en luttant pour imposer des politiques qui limitent le pouvoir de la finance.

La société civile, y compris les syndicats, devrait faire campagne en faveur de politiques économiques qui protègent les pays des crises financières et de la contagion. Les syndicats mondiaux sont bien placés pour coordonner ces campagnes d'un pays à l'autre. La libéralisation financière largement répandue entraîne une augmentation de l'insécurité socio-économique et de la perte d'emplois, autant de facteurs qui affaiblissent le tissu social et engendrent des souffrances accrues pour les pauvres. Les riches peuvent diversifier leur portefeuille d'investissement et déplacer leur richesse à l'étranger si nécessaire. Ils peuvent surmonter les difficultés de l'instabilité financière et des crises tandis que les pauvres sont coincés au cœur de la tempête.

Beaucoup de pays réfléchissent à des modifications à apporter à la réglementation des établissements et des marchés financiers. Cependant, il ne faut pas s'attendre à des bouleversements. James Carville, un commentateur politique américain qui a conçu la stratégie de la campagne pour l'élection de l'ex-Président Clinton en 1992, a été cité dans le *Wall Street Journal* (25 février 1993) disant: «Je croyais à la réincarnation, je voulais renaître pour

La libéralisation financière largement répandue entraîne une augmentation de l'insécurité socio-économique et de la perte d'emplois

être le président ou le pape, ou un grand champion de baseball. Mais maintenant, je veux me réincarner dans le marché des obligations. Vous intimidez tout le monde». Le pouvoir politique et économique des établissements financiers, dont un grand nombre qui sont «trop gros pour faire faillite», est énorme. Les grandes entreprises privées et les gouvernements sont censés veiller à ce que leurs politiques et leurs pratiques soient acceptables pour les quelques centaines d'individus qui sont aux commandes des marchés financiers mondiaux et pour les grandes agences de notation. Par ailleurs, les responsables des politiques économiques et les dirigeants des banques centrales de nombreux pays viennent de ces grands établissements financiers ou prévoient de travailler dans l'un d'entre eux à l'avenir. Les grands établissements financiers très puissants sont en mesure d'imposer leur volonté aux responsables politiques et à ceux qui sont chargés d'établir les réglementations. Ils peuvent décider de la manière dont ils sont réglementés par le gouvernement et, comme le montre la crise, ils sont capables d'obtenir d'être sauvés lorsqu'ils ont précipité leurs systèmes financiers dans des crises.

On pourrait penser que la crise financière mondiale allait affaiblir le pouvoir économique et politique des établissements financiers. Il est nécessaire de comprendre les forces sociales qui alimentent le pouvoir de ces établissements pour comprendre pourquoi ils se sont montrés si résistants aux crises financières et aux vagues de protestations populaires. Le recul des programmes d'assistance sociale et de l'action de l'Etat pour ce qui est de fournir ou de soutenir les pensions de retraite, les assurances-maladie, les prestations de chômage, les allocations de logement et autres produits de première nécessité alimente le pouvoir et l'influence de la finance. Dans beaucoup de pays développés, les facteurs démographiques ont une très forte incidence sur les marchés financiers mondiaux. Leurs populations vieillissent et veulent s'assurer qu'elles ont suffisamment d'investissements pour leurs vieux jours. Elles investissent aussi davantage dans la santé et autres produits d'assurance car elles sont moins en mesure de dépendre de l'Etat. La plupart de ces investissements se font par l'intermédiaire des investisseurs institutionnels, qui ont fait pression sur les grandes entreprises pour qu'elles s'attachent à dégager des rendements élevés à court terme.

De ce fait, la façon dont nombre des plus importantes multinationales considèrent l'investissement et l'emploi a changé. Il y a de plus en plus d'éléments qui prouvent que les économies qui sont plus financiarisées ont réduit les niveaux d'investissement dans la fabrication. Les investisseurs institutionnels peuvent mettre la main sur des rentes et faire des bénéfices dans les pays en développement et ils n'ont pas besoin de soutenir des investissements à long terme et des emplois décents dans leur propre pays. Par ailleurs, les populations

vieillissantes dans les pays développés ont une grande importance politique et sont influentes, en particulier durant les années d'élection. Les responsables politiques dans ces pays sont généralement plus âgés et ont les mêmes intérêts que ceux qui soutiennent les investisseurs institutionnels.

Nous vivons dans un monde où beaucoup de gouvernements n'augmenteront pas les dépenses qu'ils consacrent à la sécurité sociale et aux services de protection sociale. A mesure que la dette souveraine s'accumule, le discours ambiant est de réduire les dépenses budgétaires, réduire encore les services sociaux et relever l'âge de la retraite. Les établissements financiers ont profité de l'inadéquation des services sociaux et de l'insécurité des personnes âgées dans le passé récent. Les programmes largement répandus visant à réduire les dépenses budgétaires pousseront encore plus de gens à trouver des fournisseurs de services sociaux privés et à investir dans des fonds de pension privés. La finance, en particulier les investisseurs institutionnels bénéficieront de cette insécurité accrue. Le pouvoir des investisseurs institutionnels découle de l'affectation des fonds que les gens versent pour les services sociaux, les investissements en vue de la retraite et les assurances dommages. Les marchés financiers mondiaux sont leurs terrains de jeux. Nous ne pouvons donc pas nous attendre à des changements majeurs ni à une réglementation abondante sur ces marchés, à moins que l'on n'agisse sur les forces sociales qui alimentent le pouvoir de la finance. L'agenda du mouvement syndical international devrait être plus que jamais d'inverser la tendance à la réduction des services sociaux et des pensions de retraite financées par l'Etat. Il doit lutter contre les programmes qui réduisent les dépenses sociales et augmentent l'insécurité des pauvres.

Au bout du compte, la lutte devrait viser à ce que l'éducation, la santé et les autres services sociaux, ainsi que les retraites, ne soient plus des marchandises, et à ce que l'Etat soit le fournisseur essentiel de ces services. Les syndicats mondiaux devraient agir pour contrer la capacité des établissements financiers d'imposer leur volonté aux responsables politiques et à ceux qui sont chargés de la réglementation. Ils doivent convaincre leurs membres d'utiliser leur pouvoir en tant que consommateurs de services sociaux privés, d'assurances-maladie et de politiques relatives aux retraites pour faire campagne contre le comportement destructeur des investisseurs institutionnels qui vendent ces services.

La lutte devrait viser à ce que [les] services sociaux ne soient plus des marchandises, et à ce que l'Etat soit le fournisseur essentiel de ces services

Les Etats qui ont un programme économique axé sur le développement devraient mettre en place des mesures pour juguler le pouvoir des

établissements financiers dans leurs économies nationales et pour protéger leurs économies de la spéculation, des turbulences, des crises et de la contagion provenant du reste du monde. Il faut que les syndicats se joignent aux autres mouvements sociaux pour s'efforcer d'imposer des changements dans les politiques économiques et d'obtenir plus de programmes axés sur le développement. En tant que force politique, il faut qu'ils exercent des pressions beaucoup plus fortes pour obtenir une réglementation plus efficace de la finance. A moins que nous soyons capables d'organiser une campagne mondiale contre le pouvoir incontrôlé de la finance, nous sommes face à la menace d'autres crises financières à l'avenir. Si les quelques décennies écoulées indiquent ce à quoi nous pouvons nous attendre, il pourrait se produire un plus grand nombre de crises de plus en plus graves. Ce sont les travailleurs et les pauvres qui subiront d'une manière disproportionnée les souffrances qui vont de pair avec ces crises.

Seeraj Mohamed est directeur du Corporate Strategy and Industrial Development Research Programme (Programme d'études sur la stratégie des entreprises et le développement industriel – CSID) à la School of Economics and Business Sciences de l'Université de Witwatersrand, où il enseigne dans le cadre du Département de sciences économiques et du programme de maîtrise «Global Labour» de l'université. Ses travaux portent sur l'étude, l'analyse et l'élaboration des politiques économiques. Il travaille depuis deux décennies sur la politique économique et industrielle.